

Pont de Goumois "entre nécessités de rénovation et contraintes budgétaires"
Sophie Guenot (PCSI)

Depuis la réponse à une question orale en mai 2022, le projet de rénovation du pont de Goumois, prévu pour 2024, n'a pas avancé. Ce pont historique, construit en 1861, est une infrastructure essentielle pour les échanges transfrontaliers entre la France et la Suisse. Il permet non seulement le passage quotidien de quelque 2'000 véhicules, mais joue également un rôle crucial dans le transport du bois provenant des Franches-Montagnes vers les scieries françaises.

Au fil des années, le pont a subi l'usure du temps et des conditions climatiques, nécessitant des interventions pour garantir sa pérennité et sa sécurité. La dernière inspection a révélé des zones de corrosion et une structure porteuse fragilisée, soulignant l'urgence d'une rénovation complète.

Cependant, le Département du Doubs a récemment annoncé une baisse des investissements pour 2025 en raison de difficultés financières, ajoutant à l'incertitude entourant la rénovation du pont.

En conséquence, je pose les questions suivantes au Gouvernement :

- 1. La rénovation du pont de Goumois sera-t-elle reportée ?**
- 2. Si oui, un nouveau calendrier a-t-il été proposé ?**
- 3. Des discussions ont-elles eu lieu avec le Département français à ce sujet ?**
- 4. Quelles mesures ont été envisagées pour garantir la sécurité du pont en attendant la rénovation ?**
- 5. Existe-t-il des alternatives de financement pour mener à bien ce projet malgré les restrictions budgétaires annoncées ?**
- 6. Quelle est la durée estimée des travaux une fois commencés ?**
- 7. Des études d'impact environnemental ont-elles été réalisées concernant la rénovation du pont ?**

Je remercie le Gouvernement pour ses réponses.

Sophie Guenot (PCSI)

Co-signataires

- Ismaël Vuillaume (PVL)
- Patrick Chapuis (PCSI)
- Blaise Schüll (PCSI)
- Alain Beuret (PVL)
- Thomas Schaffter (PCSI)
- Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI)
- Vincent Wermeille (PCSI)
- Jean Froidevaux (PCSI)
- Paul Monnerat (PVL)

- Carole Pelletier (PCSI)

Intervention déposée officiellement le 14 mars 2025